

Communiqué de presse : Blocage politique en Région bruxelloise : des universitaires proposent des alternatives

A NE PAS DIFFUSER AVANT LE 10 MARS 12h00

Face à la persistance des blocages politiques empêchant la formation d'un gouvernement en Région bruxelloise, un groupe d'universitaires francophones et néerlandophones, composé de professeurs et de chercheurs de l'ULB, de la VUB, de la KULeuven, de l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles et de l'UCLouvain, s'est réuni pour réfléchir à des scénarios alternatifs permettant d'arriver à un gouvernement à Bruxelles.

Cela fait plus de 8 mois que les Bruxellois attendent un gouvernement de plein exercice. Si une longue période d'affaires courantes n'est jamais bénéfique, la situation bruxelloise se trouve aggravée par l'ampleur du déficit de la Région et l'urgence des défis auxquels elle doit faire face. Cette impasse risque d'augmenter la méfiance, voire la colère, à l'égard du monde politique. De plus, si la situation budgétaire se dégrade, il existe un risque que la Région doive se tourner vers d'autres niveaux de pouvoirs pour se financer. Ceux-ci pourraient fixer des conditions en échange de prêts, ce qui réduirait dans les faits l'autonomie de Bruxelles.

Afin d'éviter ce scénario, le groupe d'universitaires a exploré des alternatives à la formation « classique » d'un gouvernement bruxellois en analysant leurs forces et leurs faiblesses. **Ces différents scénarios paraissent, sur le plan des principes comme sur le plan pratique, nettement moins souhaitables qu'un gouvernement classique de plein exercice** mais peuvent s'avérer plus bénéfiques que le vide actuel. Dans tous les cas, une double majorité francophone et néerlandophone du Parlement devra soutenir le scénario et l'initiative devra provenir des partis politiques. Les différentes pistes sont les suivantes :

- 1) **Gouvernement d'union régionale** : Cette option inclut tous les partis démocratiques, à l'exception du Vlaams Belang, conformément au cordon sanitaire. Si tous les partis partagent le constat d'un péril imminent pesant sur les finances publiques, cette formule pourrait émerger pour s'accorder, a minima, sur un accord budgétaire.
- 2) **Activation des commissions délibératives** : Ces instances de participation citoyenne peuvent être mobilisées pour proposer des mécanismes de sortie de crise et, à plus long terme, repenser les institutions politiques régionales.

3) Gouvernement technique : Cette piste, empruntée à d'autres pays, consiste en un exécutif dépolitisé composé de personnes issues, par exemple, du monde académique, de l'administration ou de la société civile. Ce scénario a l'avantage de contourner les véto et les exclusives des partis.

4) Gouvernement de crise : Le gouvernement reçoit du Parlement une confiance limitée à la gestion de la crise et peut s'appuyer sur un conseil d'experts pour orienter ses décisions. Il s'agit de la piste qui avait été privilégiée pour le Gouvernement fédéral durant la crise du Covid 19.

4) Nomination d'un médiateur neutre : Une personne considérée comme suffisamment impartiale est désignée afin de dépolitisier et faciliter les négociations entre les partis et les aider à trouver un terrain d'entente.

5) Gouvernement minoritaire : Pour pouvoir être mis en place dans une entité fédérée, un gouvernement minoritaire doit être élu par une majorité de membres du Parlement, ce qui ne permet pas d'abstention constructive. Il s'agit donc d'une piste moins praticable à Bruxelles qu'au niveau fédéral.

Les universitaires insistent sur l'importance d'une solution rapide et durable pour garantir la stabilité institutionnelle et répondre aux attentes légitimes des Bruxellois.

Guillaume Delvaux, Céline Romainville et Philippe Van Parijs (UCLouvain), Emilie Van Haute (ULB), Benjamin Blanckaert, Kevin Meyvaert et Mathis Saeys (VUB), Hugues Dumont (UCLouvain Saint-Louis-Bruxelles) et Willem Sas (KULeuven).

Contact presse : Guillaume Delvaux g.delvaux@uclouvain.be 0499125105